

SOLIDARITÉ



OUVRIÈRE

Bureau confédéral

4 rue de la Martinique 75018 Paris
Tel/Fax : 01 40 34 71 80

bureau@cnt-so.org



Bulletin International

N° 2 Premier trimestre 2015

Un outil d'informations internationales

RAPPORT SUR LE BRÉSIL (05.11.14)	2
HISTOIRE SCHÉMATIQUE DE L'AIT	4
RAPPORT SUR L'ARGENTINE (05.11.14)	7
COLOMBIE : INTERVIEW DE MARYLÈNE SERNA, PORTE-PAROLE DU CONGRÈS DES PEUPLES	12
ESPAGNE : MARCHÉ POUR LA DIGNITÉ ET CONTRE LA LOI BÂILLON	16
NOUVELLES DE GRÈCE : IIÈME CONGRÈS DE L'ORGANISATION INITIATIVE ANARCHO-SYNDICALISTE ROCINANTE, 13-14 DÉCEMBRE 2014	20
BURKINA FASO	24
IN MEMORIAM AGUSTÍN GÓMEZ ACOSTA	25
BULGARIE MESSAGE DU SYNDICAT AUTONOME OUVRIER ARS АВТОНОМЕН РАБОТНИЧЕСКИ СИНДИКАТ	26

Rapport sur le Brésil (05.11.14)

Entre le 20 septembre et le 5 octobre 2014, j'ai été invité au Brésil comme anarchiste et comme membre de la CNT¹ à participer à des manifestations pour marquer le 150ème anniversaire de la fondation de l'AIT -Association internationale des travailleurs- et le bi-centenaire de Bakounine.

J'avais déjà été au Brésil, mais moins de temps, en 2002 et 2004. Il en découle que mes connaissances sur ce pays sont superficielles, mais je vais donner un mini panorama de la situation sociale et syndicale brésilienne.

La pauvreté est visible et je l'ai vu en particulier dans le Morro do Chapadão dans le quartier de Pavuna à Rio de Janeiro, avec un manque évident de tout-à-l'égout. Mais par rapport à l'Argentine, on remarque une propreté générale à la place de la saleté. On peut comprendre cette différence, du fait de l'aide minime, décidée par le gouvernement fédéral, accordée aux plus pauvres (mais qui n'est pas ridicule et pour maintenir l'indigence comme en Argentine).

L'insécurité liée au trafic de drogue, avec la complicité de la police (comme partout), et la corruption généralisée des patrons et des personnages politiques, sont moins spectaculaires qu'en Argentine, mais sûrement tout aussi importantes, vu les fortunes ramassées avec la Coupe du Monde et prochainement avec les Jeux Olympiques de 2016.

La CUT (Centrale unique des travailleurs) en faveur du gouvernement du PT (Parti des travailleurs, sorte de PS européen) est la première force syndicale. Elle représentait en 2012 46,6 % des travailleurs inscrits dans des centrales syndicales. Et elle affirme qu'elle a 7.464.846 d'adhérents et qu'elle représente une base de 22.034.145 travailleurs [!]. La CUT est aussi la plus grande centrale latino américaine et la 5ème dans le monde.

Si la CUT rassemble 38,32 % des ouvriers syndiqués, le syndicat à orientation trotskiste CSP Conlutas en a environ 130.000, soit 2 %.

Quelle place ont dans ce cadre les libertaires (ceux qui affirment être anarchistes avec des sigles rigides et ceux qui agissent en libertaires) ?

Ma vision personnelle est qu'il existe trois groupes:

¹) Par erreur, il était indiqué sur les affiches que j'appartiens à la CNT Vignoles, mais j'ai mis à chaque fois les points sur les i (l'abandon de cette confédération à cause de son jésuitisme et de son sectarisme) ou j'ai porté un badge clairement CNT – Solidarité ouvrière.

- la COB (Centrale ouvrière brésilienne) qui ne travaille avec personne et qui semble avoir peu d'affiliés ;
- la CAB (Coordination anarchiste brésilienne), fondée récemment (en 2012), qui milite (avec plusieurs dizaines de militants dans une vingtaine de groupes) en tant qu'organisation. En fait, on sent une certaine coupure entre les groupes de la CAB et ceux qui n'en font pas partie (surtout à Rio de Janeiro et en partie à São Paulo)
- une série de groupes engagés se consacrant à soutenir des gens qui luttent. Il y a une prédominance d'universitaires, mais qui entretiennent des liens entre eux et qui militent, comme on peut le voir à partir de deux exemples.



À Fortaleza une compagnie de chemin de fer s'est entêtée à construire une ligne d'une vingtaine de kilomètres parallèlement à un périphérique. Cela a entraîné l'élimination de centaines de bidonvilles. La compagnie a donc commencé à expulser les habitants concernés, dont certains vivaient dans leurs bidonvilles depuis plus de dix ans, en survivant dans des endroits auxquels personne ne semblait s'intéresser. Il y a eu des manifestations de protestation. Des malheureux sont tombés dans le piège d'accepter une somme moyennement élevée (très inférieure aux indemnisations probables) et ils sont partis. Avant les élections présidentielles et les élections des gouverneurs de chaque état, les hiérarques ont préféré geler les chantiers, mais on ne sait rien de ce qui peut survenir maintenant. J'ai été voir avec des camarades une femme référente des personnes expulsables, avec laquelle ils sont en contact pour donner un coup de main en cas de nouvelles péripéties. Des groupes politiques étaient dans les luttes mais lorsque les protestations ont baissé en intensité, ils ont rejoint leur besogne électoraliste. Il ne reste que les copains qui démontrent par leur attitude qu'ils ne pêchent pas en eaux troubles.

Voici un autre fait: les personnes qui m'ont invité à Rio de Janeiro sont des membres de deux syndicats: le *Sindicato dos Servidores do Colégio Pedro II* (SINDSCOPE) ["Servidores" signifie fonctionnaires, et le collège cité est public et le meilleur de tout le pays] et SINDIPETRO-RJ, syndicats des ouvriers du pétrole (Petrobras) de Rio de Janeiro.

Ces deux syndicats sont dans le CSP Conlutas pour le premier, et la CUT pour le second, deux centrales dont les directions appliquent davantage le verticalisme qu'un mécanisme réellement horizontal.



Grâce à la présence de deux animateurs ayant une grande ouverture intellectuelle et une grande tolérance, un hommage a été rendu à l'AIT. L'objectif fixé par la convocation était "Travail, Syndicat et Lutte : 150ème anniversaire de l'Association internationale des TRAVAILLEURS". Les mots sont révélateurs: nous continuons le même combat qu'il y a 150 ans pour le Travail, avec le Syndicat et la Lutte. L'outil est une Internationale pour les TRAVAILLEURS eux-mêmes, c'est-à-dire non pas pour telle ou telle tendance idéologique!

Trois séances ont été consacrées à cet événement : la vision marxiste et ensuite la vision libertaire, et la troisième pour le débat. Une soixantaine de personnes ont assisté à chaque séance. Le scribe et une camarade sont intervenus dans la première et la dernière séances, soit pour dénoncer les manipulations actuelles des marxistes, soit pour affirmer que séparer le stalinisme du léninisme était une insulte aux travailleurs russes et que le léninisme était une insulte au marxisme, qui est maintenant représenté par des syndicalistes et des penseurs comme Otto Rühle, Anton Pannekoek et Karl Korsch.

Curieusement les camarades marxistes –et donc scientifiques n'ont pas répondu, en esquivant le problème du sens qu'ils donnent à leur idéologie, pour se plonger dans une énième nécessité de créer une grande union ouvrière (sans approfondir pourquoi elle échoue toujours).

Curieusement les camarades marxistes –et donc scientifiques n'ont pas répondu, en esquivant le problème du sens qu'ils donnent à leur idéologie, pour se plonger dans une énième nécessité de créer une grande union ouvrière (sans approfondir pourquoi elle échoue toujours).

Histoire schématique de l'AIT

Ma présentation a consisté à insister sur la façon dont l'AIT a appliqué le slogan "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes", c'est-à-dire le refus du verticalisme, de la hiérarchie et des hiérarques.

J'ai donné des éléments qui confirment que ce slogan était compris à l'époque comme à l'heure actuelle grâce à des ouvriers reconnus et des penseurs, durant la révolution fran-

çaise de 1789, et surtout par le travail de Pierre-Joseph Proudhon. J'ai exposé les efforts d'Eugène Varlin, affilié à l'AIT, célèbre ouvrier relieur et organisateur syndical, féministe. Il a été d'abord influencé par Proudhon, puis par Bakounine. Comme membre du comité de coordination de la Commune de Paris en 1871 (inséparable de l'AIT, mais distinct) il a eu un rôle décisif sur le plan financier et militaire. Il a combattu sur les barricades pendant les derniers jours jusqu'à son arrestation par des bourgeois et des soldats, à moitié lynché, puis, fusillé.

Les réussites et les fautes de l'AIT ont été, brièvement, les suivantes:

Phase positive

- Elle a été la première et la dernière Internationale réunissant en même temps tous les courants idéologiques socialistes et tous les organismes des travailleurs. Et on a le paradoxe que si les partisans et les tendances de chaque école socialiste étaient nombreux, en revanche, les organisations ouvrières n'existaient qu'en Grande-Bretagne et en Belgique. Et elles étaient en germe en Allemagne et en Hollande et inexistantes en Espagne et en Italie.

- Elle a permis d'avancer beaucoup quant aux réflexions sur des problèmes comme la culture et l'éducation ouvrière, l'héritage, la tactique politique, c'est-à-dire une alliance avec des éléments prétendument progressistes dans la bourgeoisie ou simplement syndicaux dans un but de changement social.

- Elle a aidé et soutenu la création du mouvement syndical combatif espagnol et italien. Elle a donné un apport financier aux travailleurs parisiens en grève en 1868, ce qui leur permit de la gagner.

- La Commune de Paris, première insurrection ouvrière spontanée, en partie animée par des membres de l'AIT, a donné la preuve que "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes".

Phase négative:

- L'impossibilité de dépasser les antagonismes idéologique quant au rôle de la religion, de s'allier ou pas avec des secteurs étrangers aux travailleurs sur le plan politique.

- Lorsque deux éminents créateurs d'écoles socialistes: Michel Bakounine et Karl Marx, par ordre alphabétique des noms, présentaient la possibilité de synthétiser leurs analyses économiques et leurs expériences pratiques de lutte révolutionnaire sur les barricades, ils tombèrent dans des querelles individualistes.

- La prévalence de plus en plus visible et aigüe du rejet du slogan "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes". Une séquelle de la guerre idéologique entre Marx et Bakounine. Le prétexte était (comme toujours) de servir de futurs progrès pour les ouvriers.

- La trahison du message de la Commune de Paris : " *La Commune fut composée des conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de*

la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment²”. C’est une action inséparable de la pratique de l’assemblée générale ouverte à tous et à toutes. Et la Commune de Paris stimula le rôle des femmes, comme initiatrices de la rébellion dès le premier jour de l’intervention militaire, avec leurs clubs, et même leur barricade de 120 combattantes qui moururent presque toutes dans la lutte, quand l’armée réprimait et massacrait.

Quelle était la trahison?



C’était le comportement de Marx et de ses partisans de ne pas appliquer le “Comme le reste des fonctionnaires publics, magistrats et juges devaient être élus, responsables et révocables.” Au sein même de l’AIT, le comble a été que ce message a été totalement nié un an après la Commune de Paris. En effet, en 1872 le Congrès de la Haye fut non seulement organisé de haut en bas, mais il bafoua le vote proportionnel par syndicat. Pourquoi ? Tout simplement parce que comme la tendance anti-

marxiste avait 30.000 syndiqués en Italie et 50.000 en Espagne (sans compter dans d’autres pays) elle aurait balayé les faibles forces syndicales³ en faveur de Marx. C’est pourquoi le vote par syndicat permet toujours à deux syndicats de 20 adhérents d’avoir plus de poids qu’un syndicat en ayant 800.

Dans les luttes sur les lieux de travail : le syndicalisme devenait le lieu des querelles idéologiques entre autoritaires et libertaires, bien que des personnes sensées aient fait appel à une trêve et à une consolidation des liens entre les travailleurs.

²) Karl Marx *La guerre civile en France*, 1871, extrait dans *Marx, Engels Lénine Sur la Commune de Paris*, Moscou, éd. Progrès, 1971, pp. 60-61.

³) Paradoxalement ni les antimarxistes ni les pro marxistes n’ont présenté des chiffres ou des estimations du nombre d’affiliés de la tendance “victorieuse” dans ce Congrès. Ils se sont intéressés aux délégués et non pas à leurs forces ouvrières. Cette vision superficielle et opposée au préten- du socialisme scientifique s’explique logiquement. Marx et les siens avaient forgé une alliance instable et provisoire avec les “blanquistes” et ainsi ils disposèrent de nombreux syndicats officiels, avec fort peu d’adhérents. On souligne rarement que ce fut une victoire à la Pyrrhus qui mit fin à l’Internationale “marxiste” et quelques années après à l’Internationale libertaire, encore qu’elle ait conservé des forces ouvrières dans certains pays.

Lors des débats (toujours agréables sauf deux avec des léninistes) il y eut à trois reprises la question sur l'organisation libertaire qui s'appliquerait de préférence aux paysans ou aux artisans alors que la marxiste s'adapterait aux ouvriers industriels.

La réponse a été que le syndicalisme ne dépend pas de l'idéologie, mais de la personnalité du camarade dirigeant quand il s'engage, se sacrifie et mouille sa chemise. En Espagne, dans les usines de Barcelone, il y avait une majorité d'anarchosindicalistes, et au Pays basque, il y avait davantage de syndiqués socialistes de l'UGT (Union générale des travailleurs) sous tutelle du PS. Dans les mines, il y avait des ugétistes aux Asturies et des cénétistes en Catalogne. Un camarade de Buenos Aires fit la même remarque avec la FORA du V congrès (anarchiste ouvrière, vu que le terme anarchosindicaliste n'avait pas cours) et la FORA socialiste, qui avait une implantation dans les mêmes secteurs professionnels.

Le besoin d'une Internationale puissante a été posé pour aujourd'hui. J'ai répondu que pour éviter le tourisme syndical ou l'incapacité à poursuivre les contacts entamés (exemples de deux rencontres intercontinentales en France en 2007 et 2013) il valait mieux se concentrer sur deux domaines indispensables pour les multinationales: les travailleurs informaticiens et ceux du nettoyage. Sans eux, le travail des entreprises est impossible. Et si ce travail international éventuel avance, d'autres liens pourraient surgir dans d'autres secteurs.

Les autres questions concernaient aussi la situation actuelle en Europe.

- ***Frank, Syndicat des travailleurs de la Santé, du Social et de l'Éducation, Région parisienne.***

Rapport sur l'Argentine (05.11.14)

J'ai été en Argentine du 6 au 17 octobre de ma propre initiative pour continuer ou reprendre des contacts directs en partie interrompus depuis 3 ans.

Les Argentins en général et les travailleurs, les chômeurs et les marginalisés et plus bas, les immigrés et encore plus bas, les peuples originaires, demeurent plongés dans le marécage de la crasse économique, sociale et politique de la corruption et de l'inflation, en hausse depuis 2013.

C'est pourquoi les conflits sur les lieux de travail et les occupations de terres ou d'endroits pour survivre -et les abus et les crimes de la police- sont constants. Les conditions carcérales sont lamentables et souvent infrahumaines depuis des quinquennats. Il suffit de consulter le site de l'Agencia Walsh pour voir qu'en dix ans les tensions sont presque identiques.

Il y a 4 grandes centrales syndicales très verticalistes⁴.

⁴) On y trouve encore quelques syndicats de base très respectables.

Je fais allusion à la CGT (Confédération générale du travail) de Hugo Moyano qui, à cause de querelles sur des questions financières avec la présidente de la République, est passée dans l'opposition (discrète actuellement, puisque la CGT veut davantage de privilèges plutôt que des améliorations sociales pour tous). Il existe aussi la CGT de Barriovenue, plus corrompue si c'est possible que l'autre CGT, et elle est également assez opposée au gouvernement.

En face, il y a les deux CTA (Centrale des travailleurs argentins) : celle de Hugo Yavsky, manipulée et en partie subventionnée par le gouvernement ; celle de De Micheli, qui essaie (quand elle y trouve un avantage) de stimuler la défense des travailleurs.

Ce climat syndical fait que les actions efficaces sont à la base et par coordination de branches : Subte –métro de Buenos Aires, ministère des Finances, enseignants, métallurgistes, cheminots, etc.

Mes contacts et mes informations, de sources sûres, ont été les suivants, par ordre d'importance sociale.

FPDS (Frente Popular Darío Santillán)

Ce front a été créé en 2004 à partir d'une scission du MTD (Mouvement de travailleurs au chômage) Aníbal Verón qui était le groupement le plus critique et le plus dynamique, mais un dirigeant commençait à se rapprocher du gouvernement. Une partie du groupe Aníbal Verón le suivit, l'autre resta dans l'opposition et l'horizontalisme en adoptant le nom actuel. C'était un hommage à un des deux camarades assassinés lors d'une manifestation autorisée le 22 juin 2002 (l'autre était Maxi). Le crime fut commis froidement par des policiers et un commissaire devant plusieurs journalistes et des témoins qui filmaient la scène.

Le FPDS se développa à Buenos Aires, la Plata et Rosario, avec un fonctionnement interne non seulement horizontal mais libertaire dans les comportements. Ce climat libertaire demeura en dépit de la présence de nombreux militants péronistes de base. Cela veut dire la tendance ouvrière proche du Cordobazo en 1969, une insurrection ouvrière et en partie étudiante, contre les hautes sphères de la CGT péroniste officielles.

Et l'activité de combattants contre la dictature militaire de 1976-1983, l'arrivée de jeunes issus du PC ou de collègues catholiques ne modifièrent pas le climat libertaire.

En 2011, le FPDS avait environ 3.000 militants qui étaient présents dans quelques 9 provinces sur les 24 composant le pays. Il commençait à osciller (du moins c'est ce qu'on voyait à La Plata) entre avoir une base politique locale à travers les élections municipales ou parier sur une large alliance avec des groupes divers au niveau national et international. L'appui presque inconditionnel à Hugo Chávez, au Venezuela, était inquiétant ; tout comme à Evo Morales en Bolivie (malgré la traite d'enfants pour la prostitution en Argentine), et au MST (Mouvement des sans terre) du Brésil (sans nuancer entre ses tendances internes léninistes et beaucoup moins léninistes).

J'ai essayé de comprendre la situation de ce mouvement qui, avec le FOB (Front d'organisations de base) est le plus libertaire en soi et sur le plan syndical. Les deux fronts, s'ils font des alliances locales ponctuelles, agissent séparément. C'est un premier paradoxe.

En 2013, un conflit et une scission surgirent, à première vue peu compréhensibles car chaque partie défendait la même position initiale, horizontalisme et engagement pour les intérêts des plus marginalisés et exploités. Il y eut donc le FPDS et le FPDS national. Second paradoxe.

En fait, le motif était entrer ou pas dans Marea Popular (une coalition de groupes de gauche, apparemment éloignés des partis trotskistes traditionnels –qui ont du mal à se supporter). Et le FPDS-national franchit le pas. Parallèlement, on a eu la création du “Mouvement populaire *Patria Grande*” [une façon, à mon avis, de s’attirer les nostalgiques du péronisme d’antan] qui a obtenu un siège à La Plata en 2013 avec Leandro Amoretti.

Ce nouveau parlementaire déclarait en septembre 2013: “[...] nous voulons construire une autre gauche, qui ne soit pas partisane, qui ne soit pas dogmatique mais profondément latino américaine, qui reconnaisse l’histoire des luttes tout au long de l’histoire argentine. Nous accompagnons les processus en cours en Bolivie et au Venezuela.”

Voici, au moins, deux falsifications prononcées sciemment. La première est qu’il est difficile de trouver un régime plus dogmatique que le cubain entre 1961 et 2012, sans parler des peines de mort annoncées (entre 1977 et 1980, en Argentine et en pleine clandestinité) contre de prétendus traîtres aussi chez les montoneros guevaristes, que dans l’ERP (Armée révolutionnaire du peuple) des trotskistes. La seconde est que le fait d’accompagner les gouvernements bolivien et vénézuélien sans faire de réserves est non seulement très dogmatique, mais aussi stupide étant donné les ravages écologiques, la négation des droits des syndicats et des peuples originaires, etc.

Troisième paradoxe, en août 2014, le FPDS national se divisa en deux: les personnes voulant aller dans Marea et celles qui continuaient dans le Mouvement populaire *Patria Grande*. Quatrième paradoxe.

Le résultat concret est une stagnation des deux groupes qui restent: FPDS et *Patria Grande*, sans parler de ceux qui attendent d’entrer dans Marea. Le cinquième paradoxe est la constatation que cette cascade de scissions, usantes dans un mouvement en pleine ascension, a écrasé le bon sens qui aurait été de baisser les tensions et de maintenir un minimum de cohésion, pour faciliter des retours éventuels.

La situation est très chaotique à La Plata où il y a le Centro Olga Vásquez, qui occupe légalement (c’est-à-dire, vu la réalité juridique argentine, avec la possibilité d’être expulsé) une ex école privée qui a fait faillite. Le chaos vient du fait que les trois tendances, FPDS, *Patria Grande*, et ex FPDS national en attente d’intégration dans Marea, ont des activités dans cet espace. Voir la Brève sur l’Argentine à la fin de ce résumé.

La FLA (Fédération libertaire argentine)

Si son siège historique est toujours occupé depuis 2011 (un groupe “bien intentionné” s’est emparé du local et a changé les serrures tout en dialoguant, brandissant des chaînes et autres outils genre matraques, on ne sait pas si elles étaient noires et rouges), la situation n’est plus tendue. Les occupants –apparemment différents de la première fournée ouvrent les portes, et les archives (fameuses et très riches) sont accessibles.

Les activités antérieures, cantine et baccalauréat populaire⁵, continuent dans un autre local animé par l'autre FLA. En 2011-2012, le gouvernement de la Ville de Buenos Aires a reconnu les baccalauréats populaires (une étrange manœuvre en opposition à la trajectoire néolibérale du maire Mauricio Macri à la tête du gouvernement, mais compréhensible pour gagner des voix parmi les pauvres pour les prochaines élections présidentielles), en payant les professeurs et une partie des frais des locaux. Le baccalauréat populaire de la FLA, lui, a refusé de demander une aide pour ne pas dépendre de l'État.

EI FEL (Front des étudiants libertaires)

Lié au FEL chilien, ces deux fronts souffrent des séquelles de militants partis vers le jeu électoral à bon marché (au Chili) ou bien d'un dirigeant bien connu (de Buenos Aires) qui anime son propre site pour un soutien quasi inconditionnel au chavisme du Venezuela. Mais un bon nombre de militants continuent à militer dans les universités.

La BPJI (Bibliothèque populaire José Ingenieros)

Ce n'est pas seulement une bibliothèque anarchiste et de culture progressiste, c'est un centre d'archives certainement moins importantes que celles de la FLA, mais avec une collection presque complète de *La Antorcha*, excellente revue critique et étrangère au sectarisme qui pollua une grande partie des années 1920.

En plus des causeries mensuelles sur un sujet social ou une œuvre littéraire engagée avec la présence de l'auteur, il y a depuis quelques années un ciné-club, un groupe féministe, un groupe de discussion et de lecture du livre de Murray Bookchin sur l'écologie.

La conséquence de cette activité en développement est d'aborder une série de thèmes qui excitent l'intérêt : *Projection du documentaire: "Brad, una noche más en laes barricadas", en hommage au camarade Brad, documentariste collaborateur d'Indymedia assassiné le 27 octobre 2006 à Oaxaca, au Mexique, présentation du livre L'anarchisme en mouvement, Kurdistan chroniques insurrectionnelles, « Liberatorias » dans le but de nous donner un espace à nous en tant que femmes, où nous pourrions parler des violences vécues de part notre condition de femmes [...]*

Une causerie eut lieu en octobre 2014 (avec le même schéma qu'à Río de Janeiro, Fortaleza et São Paulo) sur "Pour les 150 ans de l'AIT, les 200 ans de la naissance de Bakouine". Elle fut suivie par environ 80 personnes.

Nous souhaitons que la Bibliothèque continue à avoir le vent en poupe et que son exemple se propage.

⁵) Le manque d'établissements scolaires et l'inadéquation des programmes à la réalité des exploités ont entraîné la création d'une filière d'enseignement organisée par des bénévoles dans des lieux divers. <http://www.fondation-besnard.org/spip.php?article2019>

Il manque à cette brève évocation la FORA et des groupes dans plusieurs villes comme Mar del Plata, Rosario, Córdoba, etc.

Editorial Anarres / Utopía Libertaria

Avec 56 livres publiés depuis 2003 (soit environ 5 par an) et 5 en préparation, ce sont les éditions anarchiste de langue castillane les plus dynamiques d'Amérique latine. Et aussi, grâce à la pagaille néolibérale de la présidente Cristina Fernández de Kirchner, et la dévaluation croissante du peso, les moins chères. C'est pourquoi les livres se trouvent aussi bien au Brésil (l'avantage de la proximité linguistique entre le portugais et le castillan) comme au Chili, au Pérou et en Colombie.

Poursuivant la tradition de Proyección, édition argentine presque mythique, qui alternait les titres de chaque tendance libertaire, Utopía Libertaria ne reprend pas seulement le bagage très riche des auteurs classiques ou des livres épuisés de Proyección, mais elle présente aussi des textes nouveaux sur des sujets très actuels. *Libertarias en América del Sur*, de Cristina Guzzo, le *Hombre, Dios y el Estado*, de Aníbal D'Auria, *l'Anarchisme en mouvement*, de Tomás Ibáñez, témoignent pour 2014 de cette volonté d'élargir la vision anarchiste.

Les prochains livres seront *Incitación al socialismo* de Landauer, *La peste, la bestia y el monstruo*, des écrits de Johann Most, *La Gran Revolución Francesa*, de Kropotkine (avec une révision de la traduction d'Anselmo Lorenzo), *Escritos sociales* de Reclus, *Campos, fábricas y talleres* de Kropotkine.

Brèves :

La Plata, Argentine. Fermeture par la municipalité du Centre social et culturel Olga Vázquez (19.01.2015) <http://www.cnt-so.org/La-Plata-Argentina-Fermeture-par>

Buenos Aires (23.01.2015) : vidage des machines et des employés de l'usine textile Brukman.

L'occupation de l'usine Brukman (18 décembre 2001-2003), soutenue par de nombreuses personnes et des militants de gauche, notamment un groupe trotskiste a été légalisée en 2003 par le gouvernement de la Ville de Buenos Aires, grâce au soutien d'une tendance péroniste. Maintenant, l'artisan de cette légalisation fait tout pour s'approprier de l'usine pour y faire de la spéculation immobilière. Voir le site en castillan <http://www.anred.org/spip.php?article9208>

- **Frank, Syndicat des travailleurs de la Santé, du Social et de l'Éducation, Région parisienne.**

Colombie : Interview de Marylène Serna, Porte-parole du Congrès des peuples

Marylène Serna, Porte-parole du Congrès des peuples (rassemblement des mouvements sociaux Colombiens) a été invitée en Europe afin d'évoquer le futur traité de libre commerce entre la Colombie et l'Union européenne et l'opposition des mouvements sociaux à cette ratification. Ce traité aura en effet des conséquences tant sur le plan économique que sur le plan démocratique.

Cette militante est également venue évoquer les suites des révoltes paysannes et du mouvement agraire de ces derniers mois.

Les mouvements sociaux considèrent que ce traité met en péril la paix, qui ne pourra pas être trouvée si les problèmes agraires ne sont pas résolus.

De passage à Poitiers Marylène revient pour nous sur les principaux enjeux de ce traité dans le contexte politique, social et économique colombien actuellement en évolution.

➤ **Où en sommes-nous aujourd'hui des accords de paix ? La presse française notamment tend à montrer qu'une nouvelle période plus favorable s'ouvre pour les Colombiens. Pouvez-vous confirmer cette représentation ?**

C'est agréable pour moi de partager des informations sur l'état d'avancement des négociations de paix, qui se déroulent à la Havane à Cuba, entre les Farc, une des guérillas plus importantes et le gouvernement Colombien. Ces négociations constituent une réponse au conflit social, armé, économique et politique qui frappe la Colombie depuis plus 50 ans. La dernière fois que je suis venue en Europe, il y a deux ans, ces négociations commençaient à peine. Ce séjour en Europe permet également de mettre en lumière la position des mouvements sociaux colombiens à l'égard de ces négociations.

C'est un moment privilégié car de nombreux acteurs ont commencé concrètement à se rencontrer, à s'organiser et à avoir de nouveau des projets.

Les mouvements sociaux souhaitent devenir des protagonistes et ne pas simplement disposer de délégués : ils veulent agir eux-mêmes. Leur participation est limitée car il y a beaucoup d'incertitudes quant à ce que ce qu'il se déroule à La Havane. Ils voudraient avoir leur mot à dire et discuter sur le modèle social et économique mais hélas, ce n'est pas vraiment ce qui se passe à La Havane. Finalement, tels qu'ils apparaissent, ces accords de paix ne pourront satisfaire qu'une partie des revendications qui étaient exigées.

Pour préparer ces négociations, il y eu plusieurs forums mais les acteurs des mouvements sociaux ne savent pas, à ce jour si leurs propositions seront vraiment discutées à La Havane.

Plusieurs propositions principales ont été énoncées :

- La distribution équitable de la terre dans le pays, autrement dit que la terre appartienne à ceux qui la cultivent pour que cela soit soutenable pour la majeure partie de la population rurale. Il doit y avoir un véritable changement dans la politique agraire en Colombie.

- Une nouvelle politique en matière d'énergie par la nationalisation des ressources naturelles. Il est en effet nécessaire que les bénéfices servent à la majorité de la population et non à l'accumulation au profit d'entreprises privées nationales ou internationales. De plus, le bénéfice des ressources naturelles doit servir aussi à la population qui vit dans les régions où sont extraites ces ressources.

La Colombie ne peut pas en effet continuer à vivre dans ce modèle économique de spéculation, au sein duquel finalement un nombre réduit de familles possèdent toutes les richesses.

Il existe d'autres points mais ce sont les points essentiels qui doivent être discutés pour que les mouvements sociaux puissent faire pression et avancer vers de véritables accords de paix.

Les mouvements sociaux exigent que l'État continue de discuter non seulement avec les insurgés mais aussi avec tous les mouvements sociaux, avec tous les Colombiens. Il ne doit pas y avoir que les FARC mais tous les mouvements insurgés autour de la table.

Le gouvernement doit aussi discuter avec des mouvements sociaux parce qu'ils ont toujours eu des projets pour aller vers une véritable paix en Colombie. Il faut aussi discuter avec le secteur financier qui, par l'accumulation, appauvrit la population.

Il existe trois organisations qui structurent les mouvements sociaux : Clameur sociale pour la paix, le Front ample pour la paix et le Sommet agraire. Ils sont constitués de réseaux, d'organisations politiques et de mouvements sociaux qui rassemblent une grande partie du mouvement populaire en Colombie.

Ces trois organisations ont prévu pour l'année prochaine d'organiser un sommet pour la paix. L'État est en train de jouer avec les uns et les autres en les sollicitant ou en leur donnant des satisfactions pour effectivement créer la division. Le gouvernement essaie de faire de ces structures des organismes consultatifs mais eux, veulent vraiment pouvoir prendre des décisions.

Il existe beaucoup d'initiatives dans les différentes régions du pays car tout le monde est préoccupé par ces accords. La question qui se pose est la suivante : une fois que les accords seront signés avec les FARC, au plus haut niveau comment les choses vont se résoudre dans les différentes régions ? Il faut qu'il y ait un accord pour qu'il y ait des zones de réserves paysannes par exemple car actuellement dans les zones qui sont réservées aux Indiens, il existe des conflits ouverts avec les multinationales.

Il faut avoir à l'esprit qu'actuellement sur le territoire il existe différentes organisations. Les Indiens ont leur territoire et leur propre organisation, les afro-Colombiens aussi, et ces territoires ne sont pas forcément les mêmes.

Les communautés paysannes, même si elles ne sont pas reconnues par l'État, ont aussi élaboré leur propre organisation. Ces réserves paysannes sont des territoires au sein desquels les paysans sont organisés pour produire, pour faire du commerce, avec des coopératives...

Ces paysans travaillent sur des questions aussi importantes que l'autorité collective, l'identité, l'organisation économique... et ils veulent qu'au moment des accords, ils soient consultés.

Aussi, les négociations actuelles à la Havane ne sont pour eux qu'une part des négociations de paix. De plus, comme les accords de paix se déroulent dans le conflit, cela génère beaucoup de confusion.

Enfin, il faut noter que ces accords n'évoquent pas du tout la question des militaires ou des paramilitaires et il est peu probable, de la façon dont ces accords se déroulent, qu'il y ait une diminution des narcotrafiquants.

Nous travaillons pour que l'État colombien reconnaisse les mouvements sociaux comme de véritables acteurs du traité de paix et cela demande beaucoup d'énergie et d'efforts.

- **La presse française, mais aussi européenne, essaie de montrer qu'en Colombie il n'existe plus de problèmes et que l'on se dirige vers des accords de paix et ainsi tout serait classé. Est-ce vraisemblable ? Par ailleurs la violence a-t-elle diminué en Colombie ?**

Le conflit armé a diminué dans de nombreuses régions mais subsiste malgré tout dans plusieurs d'entre elles. Le fait que le conflit se poursuive a finalement un effet très négatif sur la population qui pense que les accords de paix constituent une perspective à long terme.

Le gouvernement continue encore à associer les insurgés armés aux mouvements sociaux. De plus, les leaders des mouvements sociaux restent persécutés, criminalisés. La loi de sécurité citoyenne n'a pas été abrogée. Elle a pour but de combattre les mobilisations sociales et permet d'arrêter les gens parce que l'on considère qu'ils troublent l'ordre public dès qu'ils veulent manifester. Les militants peuvent être arrêtés et passer six mois ou un an en prison avant le procès. La police a également le droit de rentrer au siège des organisations syndicales ou sociales pour obtenir des informations. Les leaders politiques ou syndicaux sont suivis, espionnés et la violence d'une façon générale a tendance à augmenter. L'image qui est vendue à l'étranger consiste à montrer que les choses s'arrangent et on parle d'après conflit alors que les acteurs sociaux sont encore en plein dedans.

- **Des associations comme Amnesty international interpellent sur le sort des prisonniers politiques encore détenus en nombre ? Qu'en est-il exactement ?**

Le gouvernement colombien ne fait pas vraiment attention à tout cela. Ce qui est important, justement, c'est l'information qui circule par les organismes comme Amnesty international, pour dénoncer la non-application des traités internationaux. Il y a beaucoup de missions de vérification, de surveillance internationale qui se déplacent dans le pays. Des missions de surveillance pour les terres sont en train de se mettre en place.

- **La perspective des accords de paix, a-t-elle plutôt démobilisé les mouvements sociaux ou bien au contraire les a-t-elle remobilisés ?**

Ces accords ont agit positivement et cela a créé une dynamique et des espoirs. Ce sont des conditions très favorables pour réagir.

Ce qui apparaît complexe, c'est la multiplication des initiatives et leur dispersion et le Sommet des peuples veut justement coordonner et fédérer toutes ces initiatives.

Les grèves de paysans furent massives et ont été généralement très bien reçues et soutenues par la population, mais à contrario les différents acteurs partie prenante n'ont pas réussi à se mettre d'accord pour pouvoir négocier avec le gouvernement. Il y a eu en 2013 plus de 60 tables de négociations. Ce fut un échec total car le gouvernement n'a rien respecté, ni rien lâché en raison de cette fragmentation.

Les paysans se sont réunis pour évaluer l'impact de ces grèves et en ont conclu qu'il fallait absolument s'unir, et faire un second mouvement pour pouvoir obtenir des choses. Il était évident que le gouvernement n'allait pas respecter ces différents accords et qu'il allait jouer sur la division.

Ainsi, en septembre 2013 les organisations paysannes se sont réunies pour étudier comment pouvait s'organiser ce sommet agraire et ont déterminé les points de discussion pour le mois de décembre.

Lors de ce sommet, en mars 2014, environ 5000 responsables et dirigeants du mouvement agraire se sont retrouvés et ont pris trois décisions politiques importantes : Ils ont tout d'abord élaboré un texte comportant des revendications d'ensemble, puis ont pris la décision de lancer un autre mouvement de grève mais cette fois-ci unitaire et enfin ont décidé que les discussions avec le gouvernement se feraient avec une seule table de négociation.

Cette dynamique nouvelle s'est achevée par une manifestation d'environ 30 000 personnes.

Les responsables des mouvements agraires ont ensuite averti le gouvernement qu'ils allaient de nouveau faire une grève et ont en définitive obtenu à l'issue de cette grève un décret présidentiel. Le gouvernement a été obligé de reconnaître le sommet et a accepté de discuter des décisions qui avaient été prises. Et depuis le 3 octobre 2014, les négociations officielles ont débuté.

En définitive, les mouvements sociaux et le gouvernement visent le même objectif de paix mais en fait ils ne veulent pas la même paix.

C'est maintenant, et on peut s'en réjouir, un mouvement qui est reconnu comme faisant partie du processus de paix.

➤ **En dehors de la non ratification du traité, quelles aides attendez-vous du parlement européen et quels sont les acteurs que vous avez rencontré à la Commission Européenne ?**

Cette visite en Europe vise à connaître l'opinion des Colombiens vivant en Europe et quelles perspectives ceux-ci ont au regard du processus de paix. Les paysans qui sont en Colombie doivent se prononcer sur le processus de paix, mais les colombiens qui vivent à l'extérieur aussi. Cela permet d'obtenir des garanties pour que le mouvement social en Colombie puisse agir et travailler sur le processus de paix.

Nous nous sommes rendus au Parlement Européen pour leur dire tout d'abord que la ratification des traités de libre commerce, actuellement en cours de négociation agissait à l'encontre du processus de paix. Nous avons surtout rencontré les partis de gauche qui sont minoritaires au Parlement Européen et leur avons demandé de devenir notre porte-parole. Nous ne nous situons pas en période de post-conflit mais encore en période de conflit. Il s'agit de dire que la politique des pays européens au travers de ces traités perturbe le processus en cours et agit négativement par rapport à la souveraineté et à l'économie de la Colombie. Il s'agit enfin de leur faire prendre conscience et de leur montrer qu'il existe des mouvements sociaux actifs en Colombie.

Il faut impérativement que l'interventionnisme des multinationales européennes cessent car ce sont les droits humains qui en sont les premières victimes. En fait, toutes ces multinationales violent les droits humains, le droit du travail et il faut leur résister.

Ces multinationales ont également un impact très négatif sur l'environnement. Les indigènes réclament les droits de la Terre. Il existe des bataillons structurés ayant pour mission la protection des multinationales. Il existe des organismes effectuant des recherches comme l'OMAL (observatoire des multinationales en Amérique latine), PAX ou Urganwald. Ces recherches démontrent les liens entre les groupes paramilitaires et les multinationales, à l'image de l'entreprise Drummond y Prodeco.

Ces recherches présentent une carte de la Colombie démontrant la présence paramilitaire exactement où sont présentes les multinationales d'exploitation minière.

Il reste un objectif de destruction du tissu social et de division par la corruption, c'est-à-dire que l'on donne de l'argent à certains leaders pour qu'ils prennent telle ou telle position. On détruit le tissu social et le mode de production artisanale et locale. Cela détruit l'économie de subsistance de régions qui finalement, avec une extraction limitée, arrivaient à subvenir à leurs besoins pendant assez longtemps. Aujourd'hui on extrait tout et tout disparaît très vite.

Dans les Constitutions de plusieurs pays, les peuples indigènes doivent être consultés avant de pouvoir exploiter leur territoire, mais en Colombie c'est complètement violé. Il existe de nombreux mécanismes frauduleux, en faisant par exemple signer les habitants pour faire croire qu'ils ont été consultés...

Entretien effectué par David, syndicat Intenco de la Vienne, le 24 octobre 2014

Espagne : marche pour la dignité et contre la Loi Bâillon

PAIN, TRAVAIL, TOIT... DIGNITÉ

La situation sociale nous situe dans un cadre où seulement 34 % d'entre nous (15.640.000 [sur 41 millions]), sont capables de vivre "normalement", sans carences sur le plan élémentaire (habitation, emploi, revenu, santé, éducation, transport, culture loisir). Quant au reste d'entre nous, il survit ainsi: 40,6 % s'enfoncent dans la précarité et 25 %

des gens (11.800.000) souffre d'exclusion réelle, 77,1 % subit l'exclusion des emplois; 61,7 % l'exclusion des logements et 46 % de celle de la santé.

(Rojo y Negro, mensuel de la CGT d'Espagne, novembre 2014, p. 5)



Les MARCHES DE LA DIGNITÉ reviennent dans la rue pour crier haut et fort PAIN, TRAVAIL, TOIT... DIGNITÉ. Nous sommes dans la rue parce que nous faisons face à une situation extrêmement difficile, une situation limite, d'urgence sociale, qui nous oblige à donner une réponse collective et massive de la classe ouvrière, des citoyens et des peuples.

Des millions de travailleurs et de travailleuses sont sans emploi. Des centaines de milliers de familles ont perdu leur maison. Une grande partie de la jeunesse est forcée de chercher à survivre à l'étranger. On veut nous enlever, à nous les femmes, notre droit de décider de nos corps. On refuse au peuple le droit de décider. On continue à faire des coupes sombres dans la santé, l'éducation, la dépendance... On a trompé nos vieux avec l'escroquerie bancaire. Nous assistons au vol de nos droits et à l'appauvrissement général de la majorité

sociale. Et tout cela se fait au nom d'une dette illégitime et odieuse que les citoyens et les citoyennes n'ont pas contracté.

Alors que ceux d'en haut continuent à se remplir les poches, la corruption règne en maître. L'argent va toujours vers les paradis fiscaux, par le biais de cartes opaques et en offrant des dizaines de milliards du trésor public, de l'argent qui vient de nos impôts, pour sauver les banques et les spéculateurs. On veut nous faire avaler un "Traité de libre commerce" entre l'UE et les USA (TTIP) dont les négociations sont secrètes et qui bénéficient aux grandes multinationales sur le dos du peuple. Et quand nous protestons, nous recevons toujours la même réponse : répression et criminalisation. En ce moment même, on prétend nous voler la liberté de manifester et de nous exprimer en nous mettant un bâillon qui renforce les abus policiers. Les politiciens profitent non seulement, de la crise pour réduire les droits sociaux, mais ils essaient aussi de supprimer les libertés démocratiques. Ce système corrompu et indécent ignore les libertés et les droits de la majorité sociale.

Mais nous n'allons pas l'accepter. Nous allons nous rebeller. Car ce système, qui recherche exclusivement le bénéfice privé de quelques uns, nous conduit inexorablement à une catastrophe environnementale et sociale aux portées incalculables. Car cette crise représente un gigantesque drame humain. Parce que nous ne voulons pas être complices du militarisme et des guerres de rapine des haut placés. Parce que nous ne voulons pas faire partie de leurs sales affaires en spéculant sur la santé et la vie de millions de personnes. [...]

Nous vous appelons à participer activement à une mobilisation pour une société de femmes et d'hommes libres, une mobilisation contre un système, un régime et des gouvernements qui nous agressent et ne nous représentent pas. Nous exigeons toujours qu'ils s'en aillent. Que ce gouvernement de droite s'en aille et, aussi, tous les gouvernements qui font des coupes sombres et qui collaborent avec les politiques de la Troïka.

DANS LA RUE CAR C'EST LE MOMENT marchasdeladignidad.org

La Loi Bâillon

Le projet de loi organique de protection de la sécurité citoyenne a été approuvé par le gouvernement le 11 décembre 2014.

Points principaux de la loi (El País, 11.12.14)

Les fautes incluses jusqu'à présent dans le code pénal, c'est-à-dire, qui étaient sanctionnées par l'intervention judiciaire sont maintenant punies par des amendes administratives. L'intervention judiciaire n'a lieu qu'à posteriori.

Les fautes très graves seront sanctionnées par entre 30.001 euros et 600.000 euros; les graves par entre 601 euros et 30.000 euros et les peines légères par entre 100 et 600 euros.

On accorde une plus grande valeur de preuves aux dénonciations faites par les forces de Sécurité: *"Les dénonciations, les constats ou les actes produits par les agents de l'autorité dans l'exercice de leurs fonctions et ayant été témoins des faits, avec une autorisation préalable dans le cas où les personnes dénoncées les contesteraient, constitueront une base suffisante pour adopter la résolution qui conviendra, sauf preuve du contraire et sans préjudice que ces personnes puissent apporter au dossier tous les éléments probatoires disponibles"*.

On considère comme une faute grave *"la perturbation importante infligée aux citoyens qui se produirait à l'occasion de réunions ou de manifestations en face des sièges du Congrès des députés, le Sénat et les assemblées législatives des communautés autonomes, même si elles ne s'y sont pas réunies, lorsque cela ne constituera pas une infraction pénale"*.

Et également *"La sollicitude ou l'acceptation par le plaignant de services sexuels rétribués dans des zones de passage public fréquentés par des mineurs à proximité de lieux destinés à cet usage, comme des établissements scolaires, des parcs pour enfants ou des espaces de loisir accessibles aux mineurs, ou parce que ces conduites, étant donné l'endroit où elles s'exercent, pourraient entraîner un risque pour la sécurité de la circulation"*.

"La consommation ou le port illicite de drogues toxiques, stupéfiants ou substances psychotropes, même s'ils ne sont pas destinés au trafic, dans des lieux, des voies, des établissements publics ou les transports collectifs, de même que l'abandon des instruments ou d'autres objets employés pour ce faire dans les lieux cités".

Les fautes légères sont: *"les manques de respect et de considération dont le destinataire serait un membre des Forces et des Corps de Sécurité dans l'exercice de leurs fonctions de protection de la sécurité, lorsque ces conduites ne sont pas liées à une infraction pénale"*.

"Occuper tout immeuble, logement ou bâtiment d'autrui, ou y séjourner, et dans les deux cas, contre la volonté de leur propriétaire, locataire ou titulaire d'un autre droit sur ce lieu, lorsque cela n'entre pas dans une infraction pénale".

"De même l'occupation de la voie publique avec infraction aux dispositions de la loi ou contre la décision adoptée en application de celle de l'autorité compétente. Ce paragraphe concerne aussi l'occupation de la voie publique pour la vente ambulante non autorisée".

"L'escalade d'édifices ou de monuments sans autorisation lorsqu'il pourrait exister un risque certain d'occasionner des dommages aux personnes ou aux biens".

Renvoi sur le champ d'immigrants: *"Les étrangers qui seraient détectés sur la ligne frontalière de la démarcation territoriale de Ceuta ou de Melilla lors d'une tentative de franchissement, en groupe, des éléments de barrière frontalière pour passer irrégulièrement la frontière, pourront être refoulés afin d'empêcher leur entrée illégale en Espagne"*.

Le samedi 20 décembre, des mobilisations de rejet ont eu lieu dans plus de 30 villes. À Barcelone environ 15.000 personnes ont également demandé la remise en liberté des anarchistes arrêtés quelques jours auparavant, sous le prétexte de terrorisme. Sur ces arrestations, le Journal digital *Público* du 27.12.14 donne la parole à l'avocat Benet Salellas, qui défend deux des détenus dont l'un est maintenant à Soto del Real. L'opération ne répond pas à une préoccupation sociale. *"Cela m'amène à soupçonner que l'unité d'information [de la police catalane] agit avec des objectifs distincts de ceux du maintien de la sécurité"*, affirme-t'il. Salellas s'est également chargé de la défense de Nuria Pòrtulas, une jeune anarchiste de Gérone arrêtée en 2007 qui a passé quatre mois en prison préventive sous l'accusation d'appartenance à une bande armée, jusqu'à ce qu'en 2010 le Tribunal Suprême l'acquitte de tout délit.

L'avocat considère que du fait de la conduite de la police catalane *"on criminalise une vision idéologique"*. De ce fait, *"le droit pénal s'écarte de ses frontières naturelles car on va d'abord rechercher une idéologie"*. [...]

L'historien Xavier Díez ajoute qu'à un moment où *"de plus en plus de gens remettent en question le capitalisme, des opérations comme celle-ci cherchent à frapper l'anarchisme, un mouvement capable de créer un récit critique et alternatif par rapport au système"*. Pour Salellas, la répression a aussi un lien avec une *"manière d'occuper les activistes à soutenir les personnes détenues, au lieu de pouvoir se consacrer à construire une alternative"*. Díez, pour sa part, conclut que les anarchistes jouent actuellement un *"rôle très similaire à celui qu'avaient les dissidents dans l'ex bloc communiste et ils sont signalés comme dangereux, bien qu'ils soient peu nombreux"*. Ils sont peu, mais avec une influence beaucoup plus grande qu'on peut le croire à première vue. Car les mouvements sociaux suivent des postulats libertaires, bien que certains n'en soient même pas conscients. Voir la Brève.

La CGT inaugure un programme mensuel de télévision

La CGT lance un nouvel espace télévisé critique, anarchosyndicaliste et libertaire, par, pour et à partir du mouvement ouvrier et de sa lutte de classe.

<https://www.youtube.com/watch?v=mwghtiJi6PM&feature=youtu.be>

Brève : Le juge chargé de l'enquête sur les anarchistes incarcérés a ordonné la relaxe des quatre prisonnières (30.01.2015).

Nouvelles de Grèce : II^{ème} Congrès de l'organisation *initiative anarchosyndicaliste Rocinante*, 13-14 décembre 2014

Mini panorama politico-syndical

On sait que la vie politique est exacerbée par trois grands secteurs. D'abord, la droite classique souillée (Nea Dimokratia) par la corruption et le fascisme pur et dur d'Aube Dorée dans les faits et la théorie (mais légèrement en retrait jusqu'aux élections début 2015). Ensuite, le Pasok (PS aussi pourri que Nea Dimokratia) le PC (léniniste stalinien) et Syriza (Coalition de la gauche radicale). Syriza a gagné les élections mais elle doit soit composer avec d'autres secteurs pour arriver à une alliance pour gouverner, soit mener une politique pour satisfaire (vaguement) le raz de marée de changements exigés par les couches sociales qui souffrent depuis 4 ans. Syriza ne veut pas non plus couper les ponts avec les réseaux bancaires internationaux.

On observe déjà la tendance de Syriza d'abandonner le faible soutien accordé aux travailleurs étrangers dans le pays. Visiblement Syriza veut tout miser sur les élections et ne pas affronter la critique de la droite en général. C'est peut-être un avant-goût de la frilosité de sa future politique intérieure.

Les groupes révolutionnaires (trotskistes) ont des courants intégrés dans Syriza. Les libertaires, pas du tout (voir plus loin). Il existe également de multiples petits partis au centre et à gauche.

Côté syndical, il y a la Gsee (Confédération générale des travailleurs grecs) à la botte du patronat et des divers gouvernements et qui a le monopole de la représentation juridique. Elle a lancé des grèves générales tout en ne faisant rien de plus et en freinant les luttes. On trouve en son sein le Pame (Front de tous les travailleurs combattifs), un courant dirigé par le PC (léniniste dans la pratique) ; et aussi des camarades de l'initiative anarchosyndicaliste Rocinante. Ces derniers cherchent à créer des brèches pour arriver à briser la Gsee.

Il existe des entreprises récupérées qui vivent péniblement

Bref panorama du mouvement anarchiste grec

Il est fragmenté et se divise entre les actions anarchistes et les activités anarchosyndicalistes. Des groupes purement anarchistes issus d'Alpha Kappa (mouvement anti autoritaire créé en 2002) appliquent des interventions plus violentes et spectaculaires que sociales. Il existe un périodique bimensuel *Apatris* (Sans patrie; 28 pages pour le numéro d'octobre-novembre 2014, des sujets libertaires éclectiques), une revue théorique, *Koinonikoi anarkhismoi* (Anarchisme social) qui semble voguer en solitaire et des éditions diverses.

Un courant insurrectionnaliste est très présent à l'École polytechnique d'Athènes. En décembre 2008, l'anarchiste Alexis Grigoropoulos (15 ans) a été tué par la police. Récemment, Nikos Romanos, un de ses amis anarchistes, a mené une grève de la faim de 31 jours, admirable en soi, mais sans finalité collective visible, puisqu'il s'agissait pour lui d'avoir des autorisations de sortie pour poursuivre ses études (brillantes).

ESE (union syndicale libertaire), organisation anarchosyndicaliste créée en 2003, regroupe des employés dans la restauration, des précaires et des chômeurs à Athènes (présence faible), Thessaloniki et Ioannina. Elle a été affaiblie en juillet 2009 par le départ de camarades qui ont formé l'*Initiative anarchosyndicaliste Rocinante*.

J'ai eu le 18 décembre un échange de vue avec une représentante d'un groupe anarcho-communiste qui considère que le syndicalisme n'a presque aucun impact. C'est un exemple de vision libertaire limitée qui existe en Grèce, même lorsqu'on présente la position d'Alternative libertaire en France.

Toutes ces différences (peu nuancées) expliquent la séparation entre libertaires en Grèce.

Brève présentation de l'Initiative anarchosyndicaliste Rocinante

Cette organisation a adopté le nom du cheval amaigri, de race indéfinissable, sur lequel chevauchait Don Quichotte. Autrement dit, c'est le symbole de la lutte contre les oppresseurs et leur système économique réels et les illusions qu'ils imposent/proposent.

Dans sa présentation en grec, *Rocinante* déclare: *Les anarchosyndicalistes soutiennent que la base de la société capitaliste, de l'exploitation et de l'oppression est toujours économique. [...]. La souveraineté de l'État consiste à protéger et à reproduire l'oppression économique. La domination sur l'environnement menace de faire exploser le monde. La phallocratie, l'émergence du racisme et du nationalisme, nées de critères complètement économiques, tout en devenant des processus autonomes, continuent à avoir des aspects spécifiques sur le plan du travail. La domination culturelle, spirituelle, religieuse vise à intégrer les opprimés au sein de la société dominante. [...] Mais l'anarchosyndicalisme s'y oppose en incluant cette domination dans la lutte pour l'émancipation sociale qui repose uniquement sur la libération économique.*

Cette organisation existe depuis quatre ans. Elle publie un bimensuel *Rocinante* (16 pages pour le numéro de décembre 2014) sur des luttes dans des boîtes, une interview d'un Palestinien, des critiques sur le football, le cinéma, une dénonciation de l'État en

dernière page. Ce périodique est tiré à 6.000 exemplaires, distribué avec la presse officielle, un peu plus de 1.000 sont vendus et les dépenses sont plus ou moins équilibrées.

Rocinante anime aussi une maison d'édition avec trois livres : Bakounine « Pour la liberté et l'égalité pour tous » (avec des textes de Gaston Leval et les deux articles fondamentaux de Bakounine « Politique de l'Internationale » et « Organisation de l'internationale ») en 2009. Et la même année *Anarchisme et organisation* de Rudolf Rocker. *Autogestion et anarchosyndicalisme (analyse et critiques sur l'Espagne 1931-1990)* de Frank Mintz (2013, seconde édition).

Enfin, Rocinante vient de sortir le numéro 1 de la revue *Kaina Daimonia* (Nouveaux démons ou bien Nouveaux idéaux), hiver 2014-2015, qui est sorti début décembre 2014, 5 euros, consacre 70 pages aux 200 ans de la naissance de Bakounine.

II^{ème} Congrès de l'organisation Initiative anarchosyndicaliste Rocinante, 13-14 décembre 2014



Le vendredi 12 décembre un meeting était organisé avec les délégués internationaux et le représentant grec des IWW. Cela a permis la présentation de la CNT Solidarité ouvrière, de la SAK, de la FAUD et de la CNT AIT d'Espagne.

Le congrès, pour diverses raisons, a réuni un peu moins de délégués que prévus, une quarantaine, pour un ensemble de quelques centaines d'adhérents dans les différentes branches syndicales.

Je crois qu'une des raisons est l'attaque de la police contre le cortège de Rocinante pendant la manifestation du 17 novembre 2014 (date anniversaire de la répression militaire à l'université polytechnique d'Athènes en 1973). De nombreuses activités de dénonciations de la police, le soutien à des sans papiers syriens et différentes actions syndicales, ont entraîné une forte pression sur beaucoup de camarades.

Durant le Congrès, j'ai noté deux moyennes d'âges: les 22 - 30 ans et les 40-55 ans. Les professions vont de routiers à employés dans les médias.

Géographiquement, il y a des sections à Athènes, Patras, Pyrgos, Thessalonique, Lakane (Crète). Les secteurs représentés sont le Bâtiment, l'Éducation, les Médias, la Santé, etc.

La concentration et le sérieux des militants ont été constants, avec de courtes pauses de repos. Pas de gros conflits ni d'excitation subite, les prises de paroles prévues ou spontanées n'ont pas entraîné de crise de nerf, comme trop souvent en Espagne et en France.

La pratique adoptée a été la lecture de motions, puis une

discussion pour chacune. Les thèmes étaient la situation internationale, première à être discutée (je m'attendais à ce que ce soit l'activité syndicale), la demande de création d'une commission femmes (acceptée), la future reconnaissance du syndicat de Pyrgos lorsqu'il aura 5 adhérents

Ce congrès a été interrompu le samedi par la participation prévue à l'avance des congressistes à une manifestation de soutien à deux cents réfugiés syriens sur la place Syntagma en face du parlement. La solidarité est surtout organisée par deux groupes :



l'un formé de trotskistes, une opposition dans le parti Syriza ; l'autre est l'initiative anarchosyndicaliste Rocinante.

Les slogans étaient différents de ceux des groupes et des partis de gauche grecs :

Nous sommes des Gitans, des Afghans, des réfugiés ; pas de frontières ; pas d'impérialisme US et pas d'impérialisme grec. Une allusion aux trotskistes qui ne dénoncent que les USA.

Le dimanche, vers 13 h 30, après un appel au secours des syriens

menacés d'expulsion par la police, les congressistes sont allées se mêler aux Syriens et un camarade a longuement négocié le départ des agents avec le responsable de la police. Les trotskistes sont arrivés plus tard. Et, finalement, la police a accepté de s'en aller, à condition qu'il n'y ait pas d'incidents ensuite ⁶.

Le congrès a repris vers 15 heures. Malgré le retard pris, les travaux se sont poursuivis avec efficacité, mais ils n'ont pas permis d'aborder tous les sujets prévus. C'est pour cela qu'il y aura des rencontres, pour finir ce qui était prévu à partir de textes adoptés comme base de discussion par les congressistes.

Une action en liaison avec le soutien aux réfugiés syriens a été de participer en tant que Rocinante à la célébration de la journée internationale dédiée aux réfugiés le mercredi 17 décembre. Le résultat, très médiatisés dans la presse bourgeoise et les réseaux sociaux, a permis d'empêcher (vu leur xénophobie et leur jésuitisme provocateur) les allocutions du maire d'Athènes et du sous-secrétaire chargé des réfugiés et des travailleurs étrangers

⁶) En fait, c'est la police elle-même (donc avec l'aval du ministère des Affaires étrangères et de la mairie d'Athènes) qui a cherché la confrontation, quelques heures plus tard, à 3 heures du matin, en expulsant les réfugiés et en les relâchant au bout d'un moment de garde à vue. Et des Syriens, qui n'avaient pas été arrêtés, ont appelé à 5 heures des camarades de Rocinante qui sont venus pour les récupérer et les loger en partie dans un hôtel et en partie dans un local d'une association humanitaire.

au ministère des Affaires étrangères. Le slogan principal était *La parole aux réfugiés, pas aux fachos et aux nazis !*

La CNT Solidarité ouvrière a donc des liens solides avec l'Initiative anarchosyndicaliste Rocinante et elle va les renforcer.

Brève : Une nouvelle manifestation en faveur des Syriens qui demandent à être régularisés a eu lieu le 17 janvier 2015, en dépit de l'opposition d'un groupe trotskiste de Syriza et d'une organisation appelée Réseau pour les droits sociaux et politiques (sic). Il y a environ 250 personnes, dont 60 Syriens, 120 de Rocinante, 15 de l'ESE, 30 d'Antarsia (gauche non parlementaire et 20 de l'EKK (un groupe trotskiste, en désaccord avec leurs coreligionnaires).

Frank, syndicat des travailleurs de la santé, du Social et de l'Éducation, Région parisienne.

Burkina Faso

On trouve une excellente présentation du pays dans le livre de Lila Chouli "*Burkina 2011 chronique d'un mouvement social*", Lyon, Tahin Party, 2012 20 pages. 8 euros

Les lignes qui suivent démontrent que les forces sociales étaient prêtes à changer définitivement le régime dictatorial soutenu dès le départ par les différents présidents de la République française.

[...] Dans ce pays gouverné par le même président depuis vingt-quatre ans et livré au néolibéralisme, les raisons de mécontentement sont multiples : violences policières, mais aussi vie chère, conditions de travail inacceptables dans de nombreux domaines, « affaires » diverses, clientélisme et népotisme... Tout au long du premier semestre 2011, on assiste à des manifestations, des émeutes, des incendies de bâtiments publics, mais aussi au boycott de la production de coton par les paysans, à des grèves de mineurs, de professeurs, et même de magistrats. Et à des mutineries dans l'armée. Si la révolte au Burkina Faso n'a pas connu la même issue qu'en Tunisie et en Égypte, il y a néanmoins eu des victoires sectorielles. Ce qui s'y est passé et s'y passe encore est peut-être porteur de bouleversements plus profonds.

Nous avons reçu du Collectif Syndical CGT-B (CGT-B – SYNATEL – SYNATEB – SYNATIC – SYNTAS – SATB) cette déclaration sur la situation nationale, fait à Ouagadougou, le 2 novembre 2014

[...] Le Collectif Syndical CGT-B condamne la répression féroce qui a conduit à de nombreuses pertes en vies humaines ainsi que les blessés enregistrés. Il présente ses condoléances aux familles éplorées et souhaite un prompt rétablissement aux blessés. Il est indiscutable de noter que toute la responsabilité des tueries, des destructions et pillages

de biens publics et privés incombe au pouvoir de la IVème République qui s'est entêtée dans sa volonté de tripatouiller la Constitution pour conférer à Blaise COMPAORE un pouvoir à vie. De ce point de vue, les dignitaires du pouvoir de la IV ème République doivent répondre de leurs crimes actuels et antérieurs. Il faut également rechercher et identifier les éléments des Forces de Sécurité et de Défense qui ont tiré sur les foules lors de l'insurrection populaire et les traduire en justice.

Le Collectif Syndical CGT-B, qui s'est toujours battu aux côtés de notre Peuple invite ses militant(e)s et sympathisant(e)s à se mobiliser davantage et à mieux s'organiser pour la prise en compte des vraies préoccupations des travailleurs et des masses populaires. Le retrait du projet de loi et la démission du Président Blaise COMPAORE constituent une victoire partielle pour laquelle des dizaines de manifestant(e)s ont payé de leur vie. Le Collectif Syndical CGT-B dénonce les tentatives de récupération de cette lutte pour le Pouvoir d'Etat.

Message de soutien envoyé par le Bureau confédéral de CNT Solidarité ouvrière
(2 décembre 2014)

« Chers camarades de la CGT-b,

Les syndicats de la CNT-Solidarité Ouvrière, réunis en conférence nationale les 8 et 9 novembre 2014 à Paris, vous transmettent en ces jours difficiles vécus par le peuple Burkinabé et particulièrement la classe ouvrière, toute notre solidarité et le souhait que les résultats de vos luttes débouchent sur des avancées concrètes, pour les populations et les travailleurs.

Vive la solidarité internationale des travailleurs. »

In Memoriam Agustín Gómez Acosta



Ex Secrétaire général de la CGT d'Andalousie, Secrétaire général de la CGT Cadix, responsable des Relations internationales de la CGT avec le Maghreb

Nous rendons hommage à Agustín Acosta Gómez, camarade espagnol de la CGT d'Espagne dont le travail est en partie évoqué dans le numéro 1 de notre bulletin, avec de larges extraits de *La lutte populaire ce fantôme qui hante l'Afrique du Nord*
Son article *La lutte populaire ce fantôme qui hante l'Afrique du Nord* demeure fondamental : www.fondation-besnard.org/spip.php?article205

La lucha popular: ese fantasma que recorre el norte de África :
<http://www.fondation-besnard.org/spip.php?article2145>

Nous évoquons également son image sur notre site À la mémoire d'Agus...

<http://www.cnt-so.org/A-la-memoire-d-Agus>

Communiqué

La Confédération nationale des travailleurs -Solidarité ouvrière s'associe avec une profonde tristesse à tous ceux qui déplorent la perte d'un militant comme Agustín, doté d'autant d'abnégation, de dévouement, de disponibilité et de valeur.

À Cadix et en Andalousie, en Espagne, de nombreux hommages de syndicats de la CGT et d'associations soulignent les multiples qualités d'Agustín.

Certains d'entre nous le connaissaient depuis le Congrès de la CGT en 2009, à Saint-Imier en 2012 et à Cadix. Et il nous a toujours surpris par sa capacité d'écoute et à mettre en œuvre une action efficace en liaison avec le sujet abordé.

Son abord agréable, ses traits humains et son activité impressionnante en tant que militant tant à Cadix (contre la multinationale Delphi) que par le biais de l'intense collaboration qu'il déployait pour les pays du Maghreb, sont le témoignage de son inoubliable apport solidaire et créateur.

Confédération nationale des travailleurs -Solidarité ouvrière Paris 17 oct. 2014

Bulgarie Message du Syndicat autonome ouvrier ARS

Автономен Работнически Синдикат

Traduction du message du 19.02.15 (réponse à notre prise de contact du 07.02.15)

« Salut,

Notre syndicat est nouveau ; depuis 2 ans nous militons activement. La majorité des camarades sont à Sofia, Varna et Gotse Deltchev⁷ et quelques uns dans d'autres villes, mais ils sont isolés.

Alors que les autres syndicats n'ont pas d'activité syndicale réelle, et ne font que se servir de l'argent des adhérents, l'ARS a commencé à influencer d'autres personnes. En particulier dernièrement avec la campagne contre la fermeture de lignes de chemins de fer bulgares. Personne ne s'occupe de ce problème, bien qu'il soit question de licencier 3.000 travailleurs et de priver beaucoup de gens de transport pour se rendre au travail. La campagne continue et on va voir ce qui va se passer.

⁷) Sofia (capitale environ 1,5 million d'habitants), Varna (plus de 300.000 habitants port important) et Gotse Deltchev (11.000 habitants, petite ville macédonienne –avec le poids historique et actuelle que cela comporte -, près de la frontière grecque)

En Bulgarie, beaucoup de gens ont de gros problèmes, dont personne ne parle et pour lesquels on ne fait rien. Les travailleurs à l'étranger, ceux qui sont dans le sud du pays font face à un énorme problème : peu de travail et les ouvriers –qui en ont - sont terriblement exploités (entre 10 et 12 heures de travail quotidiennement, sans jours de repos, avec des bas salaires et aucun droit). Tout le monde se concentre dans les grandes villes, où il y a un chômage élevé, aucune politique sociale, plus la pauvreté.

Nous aimerions maintenir le contact.

Salutations.

A.

Brève : Sur notre site <http://www.cnt-so.org/Bulgarie-Voie-de-garage-dans-les>